



AFRIQUE/BURKINA FASO - Pour la Conférence épiscopale, « le Burkina Faso a besoin de justice, de réconciliation et de paix »

Ouagadougou (Agence Fides) – « Le Burkina Faso a besoin de justice, de réconciliation et de paix. Les protagonistes des tensions sociales actuelles (partis politiques de la majorité et de l'opposition, mouvements et associations, société civile), devraient éviter toute violence, tout débordement et toute action qui seraient de nature à aggraver les tensions, à porter atteinte à la dignité de la personne humaine et au bien commun, et à conduire notre pays vers le chaos ». C'est ce qu'écrivent les Evêques du Burkina Faso dans le document rédigé après l'Assemblée plénière ordinaire de la Conférence épiscopale qui a eu lieu à Ouagadougou du 11 au 14 juin, Assemblée qui a examiné la situation difficile que traverse le pays, caractérisée par des tensions sociales et des agitations alimentées notamment par le projet d'institution du Sénat dans le cadre des réformes institutionnelles et politiques.

Dans le cadre du document final, publié ces jours-ci et parvenu à l'Agence Fides, les Evêques mettent en évidence que les changements intervenus dans la société ont été déterminés par différents facteurs. En premier lieu, au plan démographique, la population est toujours plus jeune (46,6% du total ayant moins de 15 ans et 59,1% moins de 20 ans) mais elle est insatisfaite et manque de confiance suite à l'absence de modèles sociaux. « L'image que leur renvoient tous ceux et toutes celles qui exercent quelque pouvoir est plutôt négative car elle est brouillée par la corruption et le clientélisme ». Le texte relève par ailleurs la croissance de l'alphabétisation (16,17% en 1985, 32% en 2012), de l'accès à l'information, notamment grâce aux nouvelles technologies, et un niveau plus élevé de prise de conscience des femmes, toujours plus instruites. En ce qui concerne les valeurs, l'argent est devenu « une valeur de référence au-dessus de la famille, de la nation, de la république et de Dieu », surtout pour les jeunes, assoiffés de biens matériels et prêts à tout pour se les procurer. On assiste ainsi au paradoxe selon lequel « la montée en puissance de la pratique religieuse ne s'accompagne pas d'une exigence à conformer les comportements sociaux aux préceptes et commandements religieux ».

Le document relève ensuite que le gouvernement apparaît toujours plus éloigné de la réalité, le clivage sociale s'approfondissant : la pauvreté de masse s'accroît, un seul groupe se partage les pouvoirs politiques et financiers, la corruption déferle, les jeunes sont privés d'espérance, la violence croît. « Dans un tel climat de grande pauvreté où les besoins essentiels de base (santé, éducation, emploi, logement, nourriture) ne sont pas suffisamment couverts et un contexte d'une montée de jeunes à l'avenir incertain on peut s'interroger légitimement sur l'opportunité de la mise en place d'un Sénat ? » écrivent les Evêques, qui réaffirment que « la politique est l'utilisation du pouvoir légitime pour atteindre le bien commun de la société ».

« Sur la question qui divise l'opinion burkinabé, vos évêques tiennent à réaffirmer ici que l'Eglise catholique n'a pas à faire obstacle aux choix institutionnels et à l'adoption du Sénat – écrivent-ils dans le document. C'est ce qui explique qu'après avoir attiré l'attention des participants au CCRP (Conseil Consultatif sur les Réformes Politiques) sur l'inopportunité de la création du Sénat au point d'apparaître comme un empêcheur de tourner en rond, elle s'est rangée à l'opinion majoritaire non sans avoir exprimé ses regrets que n'aient pas été définis au sein du CCRP le contenu, la composition, les pouvoirs et les rapports d'une telle institution avec l'Assemblée nationale, en somme, la configuration du futur Sénat ». (SL) (Agence Fides 23/07/2013)